

COMMUNIQUE DE PRESSE

Rouen, le 2 avril 2019.



Pour convaincre l'opinion publique qui soutenait largement les cheminots, la majorité présidentielle a multiplié les déclarations mensongères sur les vertus des mesures imposées par le « pacte ferroviaire » : baisse des prix et amélioration de la qualité de service grâce à la concurrence, plus de trains en circulation, « lignes de proximité » qui ne seraient plus menacées, question du financement du système qui serait réglée.

C'est maintenant l'heure de vérité !

Aujourd'hui, le Gouvernement compte sur la retombée de l'attention médiatique pour mettre en œuvre des mesures inverses à ses déclarations, comme la hausse des prix, un abandon massif des lignes secondaires, et un recul généralisé du service public, notamment au travers des fermetures de gares, de guichets, et par le non accompagnement des trains.

Dans le même temps, la Normandie fait l'objet d'un traitement particulier. Le Président du Conseil Régional a en effet passé une convention en 2016 avec l'Etat et deviendra autorité organisatrice dès le 1^{er} janvier 2020, pour reprendre à son compte l'intégralité des lignes desservant la Région depuis les gares parisiennes.

Aujourd'hui, la majorité au Conseil Régional avec l'appui de la Direction Régionale SNCF de Normandie prépare l'ouverture à la concurrence sur l'ensemble du territoire normand. Ils ont déjà pris des décisions de fermetures de gares, de suppressions d'arrêts sur de nombreuses lignes, de fermeture de lignes en transférant les dessertes ferroviaires voyageurs vers le transport par autocars.

Conseil Régional et Direction SNCF réduisent également le réseau de distribution classique de la vente des billets, faisant état d'évolution des « clients » via les plateformes numériques alors que la vente au guichet reste la plus utilisée, représentant près de 75% du chiffre d'affaires des différentes gares. Ils ont décidé de fermer la dernière boutique au centre-ville de Rouen, et de nombreux autres guichets, ou réduire la présence humaine en gare en semaine.

Ils ont également la volonté de transformer l'accompagnement à bord des trains en modifiant profondément les règles de contrôle et d'accueil des usagers. Certains trains ne seraient plus systématiquement accompagnés, mais soumis à des contrôles par portiques et/ou par des brigades mobiles.

Dans ce contexte, on voit clairement que la future concurrence et les règles de business se substituent aux valeurs du service public. Il se dessine déjà un mode ferroviaire cantonné à quelques flux massifs de marchandises et de voyageurs, en favorisant un mode routier qui deviendra encore plus hégémonique. Ces décisions vont à l'encontre des urgences environnementales de notre temps et sont à des années-lumière de ce que les usagers et les citoyens attendent.

Nous ne pouvons pas laisser le Gouvernement, le Conseil Régional et la Direction SNCF œuvrer dans l'ombre, en imposant des mesures irréversibles qui fragiliseront durablement le mode ferroviaire sur notre Normandie.

D'ailleurs, nous pointons régulièrement dans les médias et sur les réseaux sociaux de nombreuses initiatives normandes, initiées par les associations d'usagers du rail ou par des comités d'élus de proximité, pour la défense en territoire de leur gare, des arrêts, de leur ligne, de leur guichet, etc., avec des propositions constructives pour améliorer le service public, et parfois remporter des victoires.

C'est pourquoi nous avons sollicité l'ensemble des associations d'usagers du périmètre normand, et les élus locaux investis dans la défense du service public ferroviaire, le 23 mars dernier, et nous avons, ensemble, créé un comité de vigilance citoyenne pour le service public ferroviaire en Normandie.

L'objectif étant de se rencontrer régulièrement pour échanger sur les différentes attaques menées contre le réseau ferré de proximité, afin de trouver ensemble les moyens de gagner un développement du mode ferroviaire et du service public, que les usagers et les citoyens normands attendent légitimement.

Le comité s'opposera à l'ensemble des attaques portées contre le service public ferroviaire en Normandie et portera les revendications des usagers et des citoyens auprès de tous les décideurs !